

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978
DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

JEAN-BAPTISTE PONAMA

vous parle

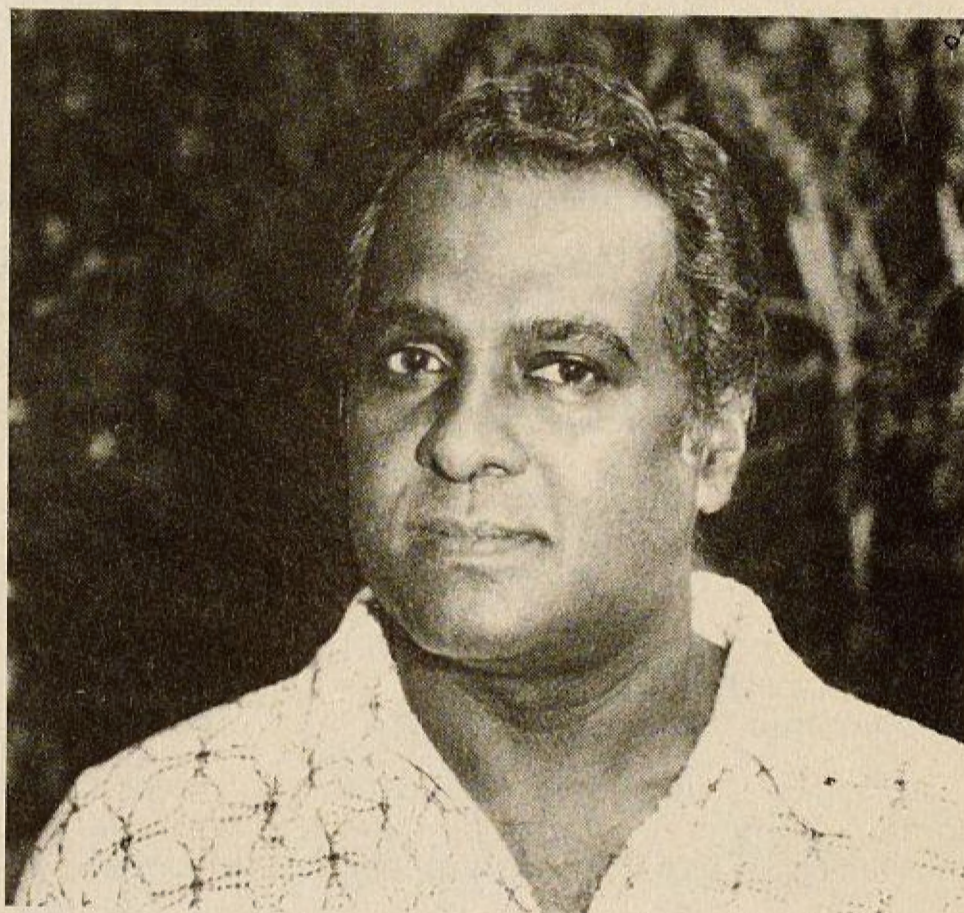
Electrices, Electeurs,

Notre candidature dans la deuxième circonscription prend valeur de symbole pour l'île et pour l'ensemble du mouvement démocratique.

Nous voulons, par notre acte politique, protester solennellement contre la liberté des mœurs de certains dirigeants. C'est une question de morale politique qui est posée à l'ensemble de notre peuple.

Dans l'organisation d'abord, dans la Presse ensuite, nous avons donné toutes les précisions sur ce plan :

« Un dirigeant, surtout dans un Parti d'opposition, se doit d'être un exemple de vertu et de rigueur. Ce n'est malheureusement pas le cas. L'outil de combat que le peuple réunionnais s'est forgé durant des dizaines d'années se révèle pourri au sommet », avons-nous déclaré à la Presse le 20 février dernier.



Nous voulons également montrer qu'on ne doit plus prendre l'homme de couleur, le « Malabar » notamment, comme « bœuf brancard », s'en servir et le rejeter après usage, quand le « patron » estime ne plus en avoir besoin.

Depuis trente-deux ans, après notre démobilisation en mars 1946, nous sommes au service des travailleurs.

Nous avons été de toutes les batailles.

Nous avons subi la répression administrative dès septembre 1957. Nous avons tenu, face à l'ordonnance Debré du 15 octobre 1960 et nous venons d'obtenir notre réintégration dans la Fonction publique après en avoir été écarté durant seize années.

Nous n'avons jamais capitulé devant le Pouvoir.

Tous, amis ou adversaires, nous respectent, sauf le grand chef pourri jusqu'à la moëlle et qui va jusqu'à nous classer parmi les « dérangés mentaux » afin de mieux se débarrasser de nous.

Désormais l'homme de couleur sait qu'il peut se faire respecter : notre candidature est un signe d'encouragement à toutes les résistances dans ce domaine. **L'homme noir doit être à sa vraie place dans la société réunionnaise.**

Nous voulons également, par notre geste, protester contre l'invasion des zoreilles. Ce sont de véritables courtisans. Ils manient avec dextérité la brosse à re-luire et ils sont alors placés aux postes les plus importants de la direction de l'organisation : au journal, à la revue, dans les sections, au collectif, dans les organisations de femmes, de jeunes, etc.

Les métropolitains ne peuvent pas choisir pour nous. Ils doivent se mettre au service de la Réunion et des Réunionnais, s'ils sont des démocrates et non penser et proposer à notre place.

Nous voulons aussi attirer l'attention des Réunionnais sur l'incapacité de l'organisation, du fait des désordres dont souffre le grand dirigeant, de définir une ligne correcte et de la faire triompher.

La réalisation de l'objectif de lutte se heurte à de basses et indignes préoccupations, ou à des intérêts subalternes. Et c'est le mouvement populaire qui en fait les frais.

Un jour on est pour les Centres de diagnostics et de soins. Le lendemain, on hésite. Hier on refusait la location-vente afin de barrer la route à la spéculation. Aujourd'hui on est pour.

On réclame la réforme agraire, la nationalisation de l'industrie. Ensuite on fait l'impasse sur tout ce programme.

Rien d'étonnant alors à ce que le mot d'ordre d'autonomie que l'on agite depuis près de vingt ans débouche sur l'échec cuisant. La fraude et les nervis n'expliquent pas tout. Dans tous les pays coloniaux, le mouvement de libération eut à surmonter d'autres difficultés que celles-là.

Jusqu'à présent le contenu de l'autonomie devenue « démocratique et populaire » n'est connu de personne, pas même du grand chef.

Comment à partir de telles données ne pas créer la confusion dans les esprits ? Comment, même si la gauche triomphait le 19 mars prochain en France, les partis au pouvoir pourraient-ils prendre en considération cette revendication si floue de l'autonomie. Ce d'autant plus que le Parti Communiste, comme le Parti Socialiste sont pour une « départementalisation » de gauche totale et immédiate. Jean Kanapa, du PCF, n'a-t-il pas déclaré à ce propos que « les capitalistes paieront » ?

Personne ne songe à un véritable développement du pays, base de l'affranchissement du Réunionnais et de l'amélioration véritable de son sort.

C'EST POURQUOI, AVEC TOUS LES REUNIONNAIS, IL FAUT RECONSIDERER LE PROBLEME DU CHANGEMENT NECESSAIRE, SON CONTENU AINSI QUE LA NATURE DU FRONT QUI DOIT LE FAIRE ABOUTIR.

Enfin nous voulons poser, face à notre peuple, le grave problème du fonctionnement de la démocratie à la Réunion.

Un rassemblement d'un millier de personnes dans un gymnase ne suffit pas pour accréditer et asseoir dans l'opinion l'idée d'une démocratie véritable.

D'ailleurs, avant même l'instauration de l'autonomie « démocratique et populaire », on croit qu'on peut faire passer n'importe quoi par de sottes manipu-

lations ou par une méchante et persévérante intoxication.

Le grand chef parvenant par malheur au pouvoir réglerait leur compte à tous ses adversaires qui seraient aussitôt accusés « d'obsession pathologique », de « dérangement mental », de « trahison », ou seraient traités « d'handicapés politiques ». Il les jetterait alors sans jugement, ou après une parodie de justice, dans un camp de concentration à la chilienne. **NOUS NE VOULONS PAS D'UN PINOCHET CHEZ NOUS.**

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de vous associer activement à notre protestation. Vous pouvez le faire de deux manières : en portant vos suffrages sur notre nom, en votant PONAMA ; en ne vous dérangeant pas et en vous abstenant le 12 mars prochain.

C'est seulement de cette manière que les fils d'engagés, que l'homme noir, que tous les Réunionnais antiracistes barreront la route à l'arrogance et au mépris des aventuriers venus d'ailleurs.

C'est seulement de cette manière que nous réussirons à doter notre pays d'une organisation de combat capable d'arracher des solutions viables.

La Réunion, ayant retrouvé la dignité et la fierté de ses glorieux ancêtres, renforcera ses liens d'éternelle amitié avec la France.

Libre, elle sera encore plus belle que toutes les fleurs de tous les printemps du monde.

Jean-Baptiste PONAMA

Directeur d'Ecole Secrétaire du PCR

Président-fondateur du Syndicat des locataires

Suppléant : Philippe LEGROS